

le monde

libertaire

rédaction
administration
145, rue Amelot
75011 paris
tel: 805 34.08
Règlements à
l'ordre de Publico

hebdomadaire

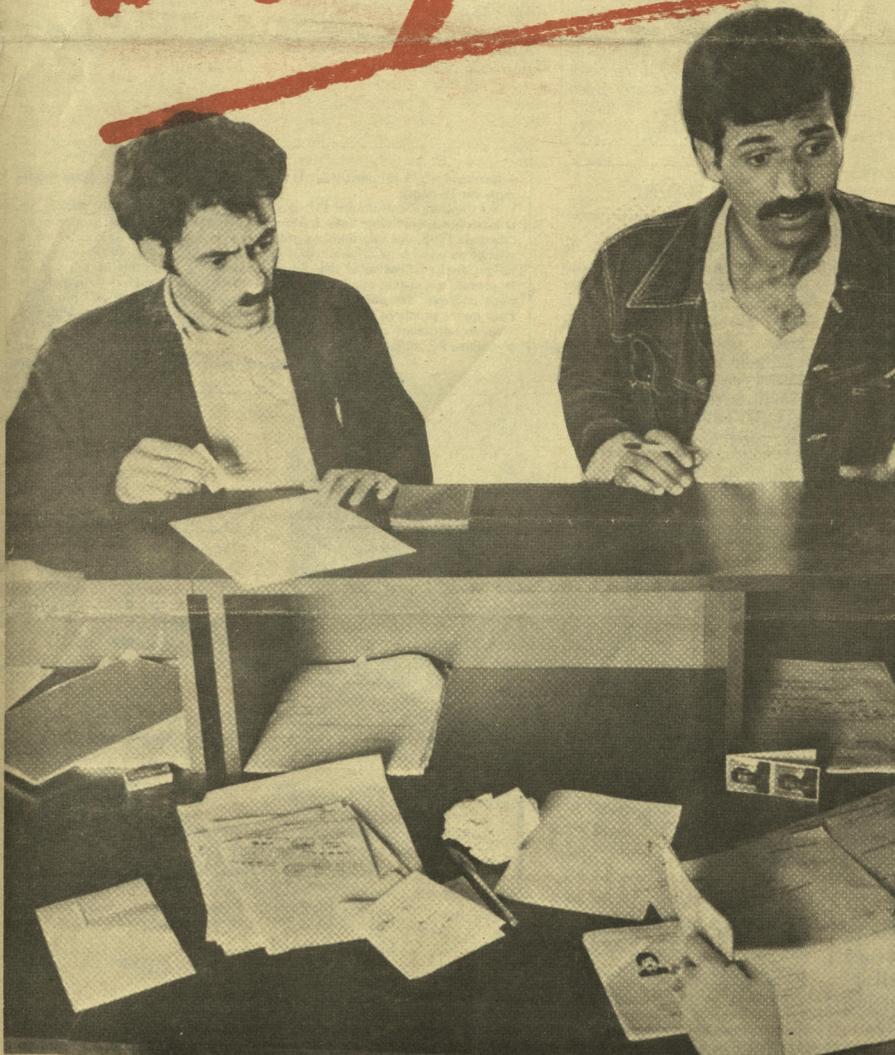
N° 419 JEUDI 19 NOVEMBRE 1981 5,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

travailleurs sans papiers :

*Lutte pour,
la dignité!*



SUR cette terre où chacun d'entre nous, après l'avoir parcourue, voudrait mourir où il est né, des millions d'êtres humains déplacés par les guerres, le despotisme ou la misère, essayent de s'implanter sur un petit espace d'humanité qui serait le havre, le pré carré où tout pourrait recommencer. Certains y réussissent, d'autres, éternellement ballotés, continuent ce parcours sans fin qui fut celui du juif errant !

L'histoire, tout au moins celle qu'on raconte, a fait de notre pays la terre de la liberté. L'histoire force toujours sur les réalités, et c'est sur cette terre de la liberté que le sinistre Pétain livra Companys, le chef de la Catalogne libre, à Franco ! Cependant, il n'est pas discutable sur notre sol de nombreux immigrés essayent de reconstruire une existence. Ils sont de plusieurs sortes, au destin bien différent ! Les immigrés politiques par exemple, les immigrés économiques, les immigrés qui s'implanteront et feront souche dans le pays, et les immigrés temporaires qui « fortune » faite, c'est-à-dire après quelques maigres économies, regagneront leur pays pour s'y réinstaller de façon convenable.

L'immigré politique arrive chez nous paré de l'aurole ! Adulé par les uns, récusé par les autres, il n'est jamais indifférent. Ce n'est pas seulement une terre d'accueil, mais également une famille spirituelle qui le reçoit et dans laquelle il s'insère. Il est de passage, en attendant de pouvoir rejoindre son pays dont il prépare la libération, ce qui parfois lui réserve quelques ennuis avec les pouvoirs publics qui ne déterminent pas leur politique étrangère à partir de grands sentiments. Lorsque le temps passe, ce qui fut le cas par exemple pour des réfugiés espagnols, il quitte le ghetto, cocoon au sein duquel tous les immigrés se réfugient, pour s'assimiler, faire souche et se fondre dans la société à partir de la première génération; par le jeu des croisements, la famille qu'il a fondée est parfaitement intégrée. Pour l'immigré économique, c'est différent.

L'immigration économique, c'est l'immigration de la misère et souvent du mépris. L'immigré qui a fui le lieu de sa naissance pour manger et nourrir les siens est sur la terre d'accueil comme un corps étranger. Il n'a pas le secours de l'idéologie pour combler la différence de culture qui l'oppose au citoyen du pays où il se réfugie; il est « toléré » lorsque l'industrie a besoin de lui, rejeté lorsque les difficultés sociales pointent à l'horizon. Il est promis aux besognes les plus rebutantes, celles justement que refusent les autochtones rebutés par les faibles salaires et le manque de considération dus à la profession; son souci n'est pas de s'adapter, mais de gagner un peu de l'argent qui lui permettra de s'installer convenablement de retour au pays. Et ce désir de rentrer le plus rapidement possible l'oblige à un genre de vie de ghetto, au plus juste, ce qui aggrave encore l'image de marque qu'il a dans la population. Seul, l'homme de métier arrivera à s'implanter, comme ce fut le cas des mineurs polonais au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Les obstacles qui se dressent entre l'immigré et le citoyen du pays d'accueil, ce sont justement tous ces comportements que nous voulons, nous les anarchistes, faire disparaître. C'est d'abord la propriété des sols, des structures de production, d'échanges, alors que nous pensons, nous, que le sol comme l'entreprise appartiennent à ceux qui y travaillent pour revenir à ceux qui les remplaceront. Ce sont les religions qui séparent les hommes entre bons et mauvais, non pas à partir de leurs qualités d'hommes, mais à partir de fables ridicules auxquelles aucun homme intelligent ne croit, mais qui permettent de faire marcher la foule dans les clous. Ce sont les cultures, les us et coutumes qui s'opposent, alors qu'elles devraient servir à s'enrichir les uns les autres ! C'est la civilisation du pouvoir qui, pour régner, divise. Les immigrés sont les victimes des sociétés traditionnelles du comportement des citoyens qui respirent un monde différent du leur.

C'est ce monde, à la fois d'intérêts capitalistes et d'abrutissement spirituel, qu'il faut balayer de la tête des hommes, immigrés ou pas, et cela, seule une société socialiste libertaire peut le faire !

F. P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN - YZEURE
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE - CANNES.
ARDECHE : AUBENAS

AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSELLE
DOUBS : BESANÇON
EURE : EVREUX
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
HÉRAULT : BÉZIERS

ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ

NORD : LILLE - VALENCIENNES
OISE : CREIL - BEAUVAIS
ORNE : ARGENTAN

HAUTE GARONNE : GROUPE RÉGION TOULOUSAIN
RHÔNE : LYON

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN

SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
SOMME : AMIENS

VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE

HAUTE-VIENNE : LIMOGES
VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hélin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin

EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura.

ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles.

OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Quimper, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême

CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand.

SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban.

RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry

CORSE : Ajaccio.

LA RÉUNION : liaison anarchiste.

GUADELOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES F.A.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. *Germinal* c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (13^e), métro Boucicaud, tous les jeudis de 19 à 20 heures.

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi, de 18 à 22 heures, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23).80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Prat, Paris 20^e. Permanences le 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Ballant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.

Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.

Groupe d'Angoulême : le samedi de 14 à 16 h, au 19, rue des Acacias, à Angoulême.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amélot, Paris 11^e (M^o République) - Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Une liaison libertaire est en formation à Saint-Quentin. Les sympathisants peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Appel aux libertaires des Antilles désireux de contacter la Liaison FA locale pour entreprendre l'organisation de l'anarchisme sur les îles. Si vous êtes intéressés, écrivez aux RI qui transmettront.

Le groupe du 10^e arrondissement de Paris informe ses sympathisants qu'il tiendra ses réunions tous les mardis soir de 17 h 45 à 19 h à Publico.

Les personnes intéressées par un renouveau des activités libertaires sur Rennes et proche région sont invitées à participer aux permanences FA de Rennes, tous les mardis, à la MJC la Paillette, à partir de 20 h, ou bien à écrire aux relations intérieures qui transmettront.

VENTE DU MONDE LIBERTAIRE

La liaison d'Angoulême vend le *Monde Libertaire* tous les dimanches matin, à partir de 10 h 30, au marché couvert.

Le groupe FA Albert Camus de Toulouse vend tous les dimanches matin de 10 h 30 à 12 h le *Monde libertaire* au marché Saint-Sernin.

Des militants de la FA de Savigny-Chilly assureront tous les dimanches matin, de 9 h 30 à 11 h 30, une vente du *Monde libertaire*, au marché de Chilly-Mazarin.

Le groupe de Bobigny-Drancy informe les libertaires de la région qu'il tient deux ventes du *Monde libertaire* : Fort d'Aubervilliers (métro), le mercredi soir de 17 à 18 h; Marché des 4 Routes de Drancy, le dimanche matin de 10 h à 11 h 30.

LE HAVRE

Le groupe du Havre de la Fédération anarchiste invite tous ses sympathisants et toutes les personnes intéressées à son meeting : *Les anarchistes face à la gauche*, avec la participation annoncée de Yves Peyraut, le vendredi 4 décembre à la Bourse du Travail, cercle Franklin, Cours de la République, Le Havre. Venez nombreux

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

* *

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ÉVREUX

Le groupe d'Evreux de la FA organise un meeting le samedi 5 décembre à 20 h 30, salle des Associations n° 1 (derrière la mairie d'Evreux), avec la participation de Yves Peyraut. Thème abordé : *Les anarchistes et le problème social*.

Le dimanche 6 décembre, les militants du groupe d'Evreux tiendront un stand-librairie toute la journée sur la Foire de la Saint-Nicolas. Pour tout contact : Cercle et Etudes sociales, BP 237, 27002 Evreux Cedex.

LE HAVRE

Après ses deux premiers cours de formation militante sur *La Définition de l'anarchie et Fédération et autogestion*, le collectif libertaire du Havre-et de la région, avec la participation du groupe du Havre de la Fédération anarchiste, vous invite à venir nombreux le 27 novembre 1981 à 21 heures dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller, pour un cours/débat sur *L'Economie capitaliste*.

MONTREUIL-ROSNY

Meeting anarchiste à Montreuil, vendredi 27 novembre à 20 h 30 à la *Maison ouverte*, 17, rue Hoche à Montreuil. Métro : Mairie de Montreuil; bus : 122, 121, 129, 115, 301, 355.

Organisé par le groupe de Montreuil-Rosny de la Fédération anarchiste.

Germinal n° 11 est paru. Afin de diversifier ses rubriques, il paraîtra désormais sur 16 pages.

Au sommaire du numéro 11 : des infos locales, une rubrique sociale, un dossier sur la qualité de l'eau à Amiens, une page d'histoire du groupe anarchiste de 1905, des informations générales avec notamment un dossier sur la gauche au pouvoir (nucléaire, radios libres, armée, amnistie), la revue de presse qui analyse l'ensemble des articles traitant de l'anarchisme parus dans la presse, un article sur la situation de l'espéranto à travers le monde, la page courrier, des poèmes... Bref, un numéro copieux à ne pas manquer. Pour que le prochain numéro soit autant fourni, une seule solution : abonnez-vous en adressant un chèque de 50 francs (pour 10 numéros) à : groupe FA d'Amiens, BP n° 7, 80330 Longueau.

Groupe d'Amiens de la Fédération anarchiste

MARSEILLE

Le samedi 28 novembre, au local du groupe libertaire de Marseille, 3, rue de la Fontaine de Caylus (dans le Panier), à 14 heures, aura lieu un débat-buffet sous le titre : *Réflexions sur l'éducation*. Au menu : sangria et crêpes variées. Tenue de soirée non exigée. Prévoir une participation aux frais.

Abonnez vous

CHELLES ET NEUILLY

Le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une projection-débat du montage audio-visuel *Espagne 36, une révolution autogestionnaire*.

Samedi 21 novembre à Chelles, à 20 h, salle Hiser (stade de la Noue Brossard).

Samedi 28 novembre à Neuilly-sur-Marne, à 20 h, salle M. Pagnol, rue de Berry.

PARIS

Les prochains cours de formation des groupes Louise Michel et Varlin auront lieu au 72 avenue Félix Faure Paris 15^e (Métro Boucicaud)

le mardi 24 novembre : *Les influences marxistes dans l'anarchisme*.

le mardi 1^{er} décembre : *Le marxisme libertaire*. A 20 heures.

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration : 145 rue Amélot 75011 Paris Tél. 805.34.08
26 n°	95 F	110 F	150 F	
52 n°	180 F	210 F	280 F	

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
à partir du N° (inclus) Pays
 Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien
Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

SEILLE

28 novembre, au
libertaire de Mar-
le la Fontaine de
Panier), à 14 heu-
un débat-buffet
Réflexions sur l'é-
menu : sangria et
Tenue de soirée
évoir une partici-

3 VOUS

ET NEUILLY

acco-Vanzetti de
marchiste organise
débat du montage
agne 36, une ré-
sionnaire.

21 novembre à
salle Hiser (sta-
rossard).

28 novembre à
salle, à 20 h, sal-
de Berry.

PARIS

as cours de for-
p Louise Michel
t lieu au 72 ave
aris 15° (Métro

24 novembre :
marxistes dans

1^{er} décembre :
bertaire.

il paraîtra désor-

rique sociale, un
du groupe anar-
la revue de pres-
sisme parus dans
rs le monde, la
e pas manquer.
tution : abonnez-
à : groupe FA

ation anarchiste

LIBERTAIRE

ministration :
t 75011 Paris
Tel. 805.34.08

289 15 Paris

en bref... en bref...

Les différents groupes libertaires de Clermont-Ferrand communiquent qu'il est actuellement envisagé de reconstruire l'union locale de la CNT-AIT de Clermont-Ferrand. Que toutes les personnes intéressées se fassent connaître au GAEL, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

Bankement votre est le titre d'un journal s'adressant en particulier aux handicapés physiques. Leur lutte, leurs problèmes pour se faire valoir en tant qu'être à part entière, l'information pour et par les handicapés, leurs conditions de travail, le droit à l'information et à la culture, sont des thèmes traités au sein de dossiers. Une très bonne série de photos y trouve sa place. Déjà 4 numéros parus. Pour mieux les connaître, adressez-vous au 36, rue des Haies, 75020 Paris. Permanence téléphonique au 360-84-13. Un appel est lancé à toute personne qui pourrait leur fournir des témoignages directs sur l'année internationale des personnes handicapées, ainsi qu'à toute personne handicapée en situation d'immigré.

Le comité Riposte à la répression en Algérie, né à la suite de la répression qui s'est abattue sur le mouvement du printemps en Kabylie, appelle à un rassemblement devant l'ambassade d'Algérie, le samedi 21 novembre à 15 heures, pour exiger la libération de tous les détenus.

A gauche aussi, on aime les antimilitaristes. Les organisateurs de la soirée Rock des Insoumis en ont fait la triste expérience. Pris en flagrant délit de collage — en annonçant leur concert de la Mutualité du 10 novembre — par les vigiles de la RATP, les colleurs membres du collectif Insoumis amnistiés se sont vus pris en chasse par les flics du métro qui n'ont rien trouvé de mieux que d'employer les gaz lacrymogènes pour les coincer. Mais cela n'est rien : Frédéric Joyeux, dit Vaïma, animateur de la revue *Avant de Rechercher* que nos lecteurs connaissent bien, après s'être fait traîner par deux gardiens de l'ordre et enfermé dans un réduit avec les menottes, a eu droit à un tabassage-maison à coup de poings pour commencer et de ceinturon pour finir. Comme le filic qui l'a tabassé s'est fait mal (pouce cassé) et qu'un autre a l'épaule luxée, Vaïma sera poursuivi pour « rébellion, outrages et violences ».

Sommaire

- PAGE 1 Editorial
- PAGE 2 Activités des groupes FA
- PAGE 3 En Bref
- Amis lecteurs
- Guerres : maladie d'Etat
- Les nouveaux consommateurs
- PAGE 4 A Boulets Noirs
- Krazucki a encore parlé...
- Mourir, cela n'est rien...
- PAGE 5 La situation politique en Grèce
- Une colonie oubliée
- PAGE 6 Informations internationales
- PAGE 7 Livres, spectacles...
- PAGE 8 Sécurité sociale
- La lutte des « sans papiers »

Amis Lecteurs

La semaine dernière, nous vous faisons part des efforts financiers qui nous restaient à accomplir pour concrétiser l'achat et l'aménagement de notre librairie. 170 000 francs à rembourser en six ans pour réussir ce pari : créer un lieu de diffusion de l'anarchisme. Mais cet effort ne doit pas paralyser notre action pendant les années à venir. Nous devons agir sur plusieurs fronts pour développer globalement l'action de la Fédération anarchiste. Conforter ce que nous avons acquis, et fonder d'autres moyens de lutte, voilà nos objectifs. La création de Radio-Libertaire répond à cet impératif; ainsi est née une voix sans maître qui, chaque jour, sur les ondes parisiennes, permet aux anarchistes de s'exprimer. Mais parallèlement, notre hebdomadaire doit se développer; il nous est nécessaire pour analyser les événements et formuler des propositions de changement social. Un gros effort sera accompli dans les deux mois qui vont suivre. Pour développer ces propositions, *Le Monde libertaire* paraîtra le 28 janvier 1982, avec 12 pages. Quatre pages supplémentaires afin de donner à notre journal une nouvelle dimension et lui permettre de prendre une place plus importante dans un environnement hostile. Dès la semaine prochaine, vous pourrez trouver à notre librairie des affiches, tracts et autocollants pour annoncer cette naissance. Pour que le 12 pages chaque semaine vive, il faut : — 300 abonnés nouveaux d'un an; — 300 numéros vendus à la criée en plus par semaine; — 1 400 numéros par semaine vendus en plus dans les kiosques. Dès aujourd'hui, pour *Le Monde libertaire* à 12 pages, abonnez-vous, faites abonner vos amis. Trois cents nouveaux abonnés, c'est possible, si chacun de nous s'y met. Il faut que chacun se sente concerné, la réussite dépend de l'effort qu'individuellement nous développerons tous.

Les administrateurs
P. BEDOS — J. RÉMOND

MILITARISME

Guerres : maladie d'Etat

DANS les bourgades d'Alsace, les rues résonnent aux pas militaires. Les places, les stades sont occupés par une multitude de jeeps, camions, tanks. Les enfants des écoles sont conviés à admirer les matériels militaires, et le soir venu, toute la population assiste aux leviers des couleurs avec remise des médailles. Jamais de mémoire, nous n'avons vu un tel déploiement d'unités armées au sol et dans les airs. Visiblement, on essaie d'intégrer le kaki au métro-boulot-dodo, à tel point que couramment la population s'attend avec frénésie au déclenchement d'affrontements. Sa mentalité se modifie jusqu'à accepter le casse-pipe en s'impatriant du retard de la bou-

cheries armées » (?), mais parce que c'est dans leur logique interne de mêler les peuples au plus grand profit des puissants de ce monde. Ne nous étendons pas sur ce pacifisme bon teint qui proclame, entre le fromage et la poire, son amour de la dictature du prolétariat. Ces charlatans attendent la déconfiture du capitalisme et semblent voir dans une prochaine guerre les prémices de son déclin ! Schéma marxiste qui fait fi de l'autre capitalisme, d'Etat celui-ci, qui étend (dans la logique de tout Etat) sa domination au travers des continents dans l'asservissement de peuples fraîchement « libérés » du colonialisme. C'est dans l'inévitable soif de pouvoir, de profit des Etats qu'il faut chercher les causes des guerres, et tant que ces causes



La psychose s'amplifie à la lecture des Nostradamus, best-sellers de l'apocalypse. Le mécanisme est en marche et les diverses manifestations, toutes teintées d'un pacifisme pro-soviétique, ne sont accouchées que par la brise qui précède l'orage. N'est-il pas scandaleux de parler de paix sans remise en cause du système économique actuel, sans dénoncer les menées foncièrement esclavagistes de toutes les armées, non parce qu'elles sont de « mau-

ne seront pas arrachées, il sera illusoire et j'irai jusqu'à dire criminel d'orienter les populations vers des pétitions aux organismes internationaux incapables et impuissants car issus des nations en conflit ! Serons-nous encore contribuables de l'impôt du sang ? Cela dépend de notre volonté de détruire l'Etat sous toutes ses formes.

Jean-Denis
(Liaison Bas-Rhin)

LES NOUVEAUX CONSOMMATEURS

La hausse des prix à la consommation est un phénomène que nous connaissons bien et que nous subissons depuis quelques années à un rythme sans cesse grandissant. Le point de départ de cette accélération a été le fameux choc pétrolier en 1973. Aujourd'hui, les répercussions de ces événements ont été analysées par une étude de l'INSEE qui démontre, chiffres à l'appui que, depuis cette date, les habitudes des consommateurs se sont bien modifiées. En effet, si les Français ont été obligés de réduire leur consommation, on constate que

au même rythme annuel depuis 1973. On peut y voir une régression constante du niveau de vie pour tout ce qui concerne les gros achats.

Sur les dépenses de nourriture, le comportement du consommateur a aussi évolué. Il absorbe moins de sucre, d'huile, de graisses, de café, mais aussi de fruits et de légumes frais.

Pour ces deux derniers produits, leur prix, plus que prohibitif, peut expliquer bien des choses. Quant au reste, faut-il y voir l'action dissuasive des campagnes orchestrées par les médecins et autres diététiciens ? Peut-être. Il est à noter toutefois



s'est développée, au fil des mois, une autre façon de consommer. Ainsi, dans le secteur automobile, en 74, pendant 18 mois, la vente de voitures neuves a chuté de façon spectaculaire. Il fallait remonter quatre années plus tôt pour retrouver ces chiffres de vente. Les acheteurs délaissaient les grosses cylindrées pour s'orienter vers des véhicules d'occasion ou conserver une année de plus leur voiture. Et pourtant, en 75, ce comportement disparaissait et un an suffit à relancer la course à la consommation. Elle retrouve vite son niveau d'antan, même si 30% d'augmentation sur le prix du carburant l'avait fait chuter de 20% initialement. Finalement, le grand gagnant aura été la SNCF qui n'aura jamais mis autant de trains en service. Bénéfices juteux mais sans lendemain.

Si les Français dépensent moins pour leur voiture, ils se sont, par contre, précipités sur l'électro-ménager. Les achats ont progressé brusquement de 30% sur les réfrigérateurs, lave-vaisselles, robots en tout genre, chaînes hi-fi, etc. Pour expliquer cet engouement subit, les statistiques de l'INSEE parlent de « comportement caractéristique de fuite devant la monnaie. »

D'après des études portant sur 20 années de consommation, on s'aperçoit que le consommateur de 1960 n'est plus le même en 1980. La cassure se situe en 1973-74. En 20 ans, les Français rognent de plus en plus sur leur budget alimentaire (de 34 à 22%) et vestimentaire (6,8% contre 8,6% en 1960). Les dépenses en augmentation sont à chercher du côté du logement (+ 3,5%), de la santé (les dépenses ont doublé en 20 ans). De même, l'enveloppe consacrée aux loisirs et à la culture a un peu augmenté.

Autre constatation, la consommation globale ne progresse plus

que les boissons alcoolisées se vendent toujours aussi bien... Et ce n'est pas la lourde taxation prochaine du gouvernement socialiste qui y changera quoi que ce soit.

Si le comportement du consommateur a évolué en 20 ans, il ne s'est pas pour autant affranchi de ses habitudes étroites et simplistes. Il reste toujours autant sujet à varier et virer au gré des circonstances. Les hausses brutales et soudaines ne mettent pas en péril les mécanismes de la consommation, tout au plus en freinent-elles la croissance.

On observe, après chaque recul, une remontée régulière qui relance le cycle. Dans ces conditions, on en connaît plus d'un qui ne se gêne pas pour accroître encore un peu plus ses marges bénéficiaires avec la crise pour se donner bonne conscience.

Le consommateur apparaît comme toujours aussi manipulé, exploité et soumis aux aléas de la production.

Nous avons des intérêts particuliers en tant que consommateurs. Il s'agit de les défendre par nous-mêmes et pour nous-mêmes. Si nous défendons bien nos conditions de travail, nous nous devons d'être vigilants à propos de nos conditions de vie et ne laisser personne décider à notre place ce que nous devons acheter, à quel prix et à quel moment. Cessons de participer à l'engrenage qui veut que la consommation s'ajuste à tout prix à la production. Nous ne sommes pas des cibles que les publicitaires doivent atteindre pour écouler une production en excès ou même totalement inutile. Si nous étions lucides face à notre (triste) condition de consommateur, nous pourrions trouver les moyens d'y remédier.

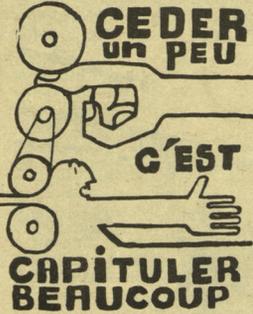
Marc
(Groupe Sevrans-Bondy)

A BOULETS NOIRS

Manufrance ?
Ça marche !...

Un nommé Gallas, secrétaire général de la « Coopérative ouvrière » Manufrance, vient de livrer d'intéressantes révélations au journal *Centre-Dimanche* édition dominicale du *Progrès*.

« A côté d'une politique commerciale dynamique, affirme-t-il, ce qui a changé, c'est aussi l'esprit-maison. Le « pas de Manufrance », façon de se déplacer lentement d'un salarié ultra-protégé et bien payé à totalement disparu. Le climat a changé; les travailleurs, tous actionnaires, ont conscience de leurs responsabilités. »



Bravo ! Bravissimo ! C'est très exactement ce que la bourgeoisie réactionnaire stéphanoise a toujours affirmé. Et c'est très gentil pour les cinq mille salariés qui, malgré leur « nonchalance » et

leurs « avantages », ont permis pendant des dizaines d'années, à une poignée d'actionnaires et de hauts cadres de se remplir les poches !

Si nous comprenons bien les « coopérateurs » doivent marcher, aujourd'hui, au pas accéléré et cadencé.

La SCOP, faut-il le rappeler, a été créée par la CGT, sous le haut patronage de Krazucki. Sans doute tous les engrenages n'y baignent-ils pas dans l'huile car, après quelques mois de fonctionnement, les premières élections syndicales (avec la seule CGT, bien sûr) ont donné 15% de bulletins nuls ou blancs. Certains cégétistes ont dû s'apercevoir que lorsque leurs dirigeants deviennent patrons, ils changent leur fusil d'épaule...

Dupont-la-joie banquier

On ne prête pas qu'aux riches, de nos jours. Au contraire, une bonne partie des affaires réalisées par les financiers consiste à prêter de l'argent aux plus pauvres, les taux d'intérêts, assurément, comme ils disent, une « juste rémunération du capital »... Ces braves gens, philanthropes bien connus, ne négligent aucun créneau. C'est ainsi qu'ils ont créé des officines de crédit destinées spécialement aux travailleurs immigrés.

Mais les conditions sont draconiennes. L'intéressé, si l'on ose s'exprimer ainsi, doit résider en France depuis plus de trois ans,

faire le même boulot depuis deux ans et le remboursement doit être terminé au moins trois mois



avant la fin de validité de la carte de séjour. Deux précautions valent mieux qu'une, les remboursements s'effectuent obligatoirement par prélèvement automatique sur la paie.

Le plus beau, c'est que se trouvent exclus de ces « avantages », les Turcs et les Yougoslaves qui seraient considérés comme de mauvais payeurs, les Maliens et les Ivoiriens dont les séjours seraient trop brefs pour être intéressants.

Il y a bien une loi qui interdit et punit ce genre de discrimination. Mais elle ne va tout de même pas passer avant la loi du profit, non ?...

S.B.

SYNDICATS

Krazucki a encore parlé d'anarcho-syndicalisme

La CGT, on parle à mots couverts quand on veut cacher les divergences ou quand on veut faire sentir les convergences... c'est-à-dire qu'on ne cite jamais le Parti socialiste ou le Parti communiste... A croire que les militants, les adhérents, n'ont d'autre issue que de déchiffrer eux-mêmes les discours officiels ou de demander l'aide de quelqu'un au courant des choses ! Le quidam ordinaire nageant dans l'incertitude, surtout qu'il n'a pas eu l'explication de textes (la relation maître/élève, ça ne vous rappelle rien ?), y'a tout de même un truc qui, dans les écrits et discours officiels de la CGT est cité « franchement » : c'est l'anarcho-syndicalisme.

Cn ne dit jamais « la chose affreuse qui s'oppose aux partis politiques, au parlementarisme », mais on dit (et on écrit) « l'anarcho-syndicalisme », sans rien expliquer, et c'est là le problème.

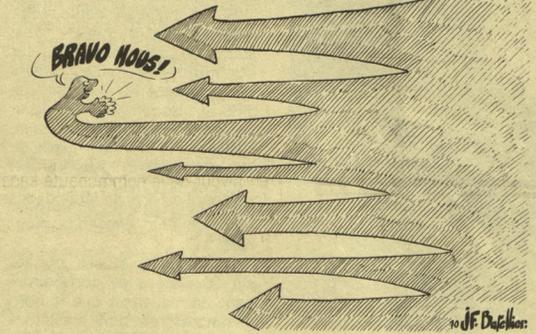
Dans les cours de formation syndicale CGT est évoqué « tout ce qu'avaient de gesticulatoire les anarcho-syndicalistes du début du siècle. » D'une pierre deux coups : ça a existé il y a longtemps, mais aujourd'hui c'est fini, et de toute façon c'était le bordel. On n'explique pas, bien sûr, que l'anarcho-syndicalisme considère que le syndicat regroupant les travailleurs sur une base de classe est l'organisation la plus à même pour mener à bien la révolution sociale. Ou que reconnaître la direction idéologique d'un parti politique, c'est se subordonner à des intérêts autres que ceux de la classe ouvrière.

Récemment, le manuel *Homme responsable* de la CGT Henri Krazucki a cité l'anarcho-syndicalisme dans un de ses discours officiels. Cela se passait au banquet du centenaire de la Fédération française des travailleurs du Livre. Coutumier du fait, Krazucki cite l'anarcho-syndicalisme en tant que courant important du début de la CGT, digne de référence, comme s'il pouvait y avoir un quelconque accord entre les anarcho-syndicalistes

politiques de par leur recrutement (il y a des patrons socialistes, il y a des patrons communistes) ne peuvent converger avec ceux de la classe ouvrière.

Le premier réflexe des travailleurs qui se battent est de se grouper dans des structures de classe. Même Lénine l'a reconnu, mais lui, il appelle ça la « conscience trade-unioniste » et il déclare qu'il faut un parti politique (avec des éléments de la bourgeoisie, dixit *Que faire* de Lé-

AVANT-GARDE AUTO-PROCLAMÉE



d'aujourd'hui et la direction confédérale. Comme si nous pouvions être d'accord avec les positions actuelles de la CGT, comme si nous pouvions renoncer au débat d'idées qui devrait avoir lieu à tous les niveaux de la confédération. Certes, nous pouvons être d'accord avec des militants de partis politiques tels le PS et le PC quand, dans leurs entreprises, ils se battent sur des bases de classe; mais les intérêts objectifs des partis

pour diriger ces ouvriers à qui il manque selon lui l'essentiel. L'anarcho-syndicalisme est présent dans la classe ouvrière chaque fois que des travailleurs prennent leurs intérêts en main et ce indépendamment des partis politiques et de l'Etat. Les bureaucrates de la CGT comme d'ailleurs les savent et ils « brouillent les pistes », mais les faits sont têtus !

Jean-Pierre GERMAIN

PRESSE

Mourir, cela n'est rien... mais vieillir !

Le vendredi 23 octobre 1981 avait lieu le premier tour des élections pour la direction de *Libé*. Etaient candidats : Antoine Griset au poste de directeur général et Serge July à celui de directeur de publication. La plate-forme de nos deux camarades-directeurs comportait cinq points : mandatement de la direction pour la mise en place du nouvel organigramme de la direction; possibilité de prise de participation dans le capital du journal; possibilité de contracter des prêts bancaires à moyen et long termes; introduction de la publicité; introduction de la hiérarchie des salaires. Dur ! Pour justifier l'application de ces cinq mesures « révolutionnaires », les directeurs-camarades parlaient de la nécessité de faire progresser les ventes du journal, d'augmenter la pagination et de moderniser le parc des machines. Bref, l'éternel langage de bois du soi-disant réalisme.

A l'issue du vote, July et Griset se présentant conjointement sur une liste non bloquée, aucun des deux candidats n'obtenait la majorité absolue. Sur 142 inscrits et 126 votants, on dénombrait 37 voix pour July, 35 voix pour Griset et 88 contre leur programme. Pour sortir de « l'impasse », (dixit *Libé* sans rire), un référendum était organisé le jeudi 29 octobre. Les cinq points du programme étaient alors soumis séparément au vote. Sur les 95 inscrits à la société des rédacteurs et à la société des administrateurs, une majorité confortable se dégageait pour adopter l'introduction de la hiérarchie des salaires (pas fou), l'introduction de la publicité, la possibilité de contracter des prêts bancaires et le mandatement de la direction pour la réorganisation de la rédaction. Seule la possibilité d'une prise de participation dans le capital du journal ne bénéficiait pas d'un vote majoritaire. Un accord intervenait néanmoins sur la mise en place d'un groupe de travail chargé d'étudier plus à fond la question. Ce sera donc pour le prochain coup. La société des fabricants, quant à elle, bien que n'ayant pas pris part au référendum, savait pour ainsi dire l'honneur perdu d'un journal aujourd'hui à la dérive sur le plan de l'éthique et se prononçait clairement contre la hiérarchie des salaires et la prise de participation de capitaux extérieurs. Un petit baroud d'honneur, donc, mais qui est insuffisant pour modifier le cours nouveau de *Libé*.

Ainsi, *Libé* va donc voir la pub monter son cul à longueur de pages, les cheffailons encrassés de morgue et de suffisance vont pouvoir jouer des coudes et se marcher sur la gueule les uns les autres pour gagner trois picailions de plus que le voisin, et le capital, pas bégueule pour deux ronds, va venir fourrer son groin dans la gestion du canard. La honte !

Bien sûr, les défenseurs de cette restructuration idéologique de *Libé* ne vont pas manquer de vous expliquer, un peu gênés toutefois, que, n'est-ce pas, si on veut faire progresser les ventes, acheter de nouvelles machines... Bref, sortir un meilleur

journal, on n'a pas le choix, il faut en passer par là. On connaît la musique ! Mais nombreux vont être ceux qui vont la fredonner. Faut bien faire des concessions, annoncent-ils sur l'air bien connu de celui qui n'arrête pas de fumer la dernière.

Nombreux également seront ceux qui vont en tomber sur le cul quand ils apprendront la nouvelle. « Incroyable, vont-ils alors s'écrier ! On n'aurait jamais cru que cela fût possible. Certes, on avait bien constaté que depuis quelques années *Libé* avait une haleine de plus en plus fétide, mais quand même, de là à passer de la pub et à introduire la hiérarchie des salaires, il y a un monde ! ». Ceux-là s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes. Ce sont les imbéciles sans espoir de la révolte et les éternels cochons de payants des magouilles de toutes sortes, toujours prêts à faire confiance et à servir de marchepieds involontaires aux assoiffés de pouvoir et aux fossoyeurs du changement. On a du mal à leur en vouloir, ils ont le cœur sur la main et des lunettes noires sur l'intelligence.

En fait, cette évolution de *Libé* n'a rien d'étonnant. La pub et la hiérarchie des salaires s'inscrivent en droite ligne dans la logique de *Libé* depuis quasiment ses débuts. Certes, en 73, quand *Libé* est apparu pour la première fois dans les kiosques, porté à bout de bras et de petits chèques par les masses post-soixante-huitardes en mal d'espoir, il était dit, répété et clamé sur tous les toits que le journal serait un journal de ces luttes. Très vite cependant le ton a commencé à changer. *Libé*, d'espace de liberté, est devenu un enjeu et, sous le prétexte habituel du « réalisme », la voix des lecteurs s'est progressivement éteinte au rythme de la professionnalisation de l'équipe. July fut l'âme de cette logique. Ancien mao, formé à la dure école de l'avant-gardisme, il a su être l'homme des situations difficiles et se rendre indispensable. Petit à petit, son étoile a grandi au firmament de la décapitade d'un canard qui avait porté l'espoir de tous les sans-grades de la révolte. Aujourd'hui il triomphe. Il réalise son vœu de toujours : faire de *Libé* un « France-Soir rouge ». Beurk ! Messieurs Ricard et Dassault (nationalisés, cela change tout !) vont donc pouvoir dégueuler leurs salades dans *Libé*. July et les creurs de pompes les plus en verve pourront mettre enfin quelques dollars à la caisse d'Epargne. Tout ça pour gagner quelques lecteurs-consommateurs de plus. Des lecteurs qui, de plus en plus, ressemblent au canard qu'ils achètent. Le style *Libé* ! Tu parles ! Si ça continue comme c'est parti, et il n'y a pas de raison pour que ça s'arrête, *Libé* fusionnera avec *France-Dimanche*. Pitoyable !

Au fond, quand on y réfléchit, il eût mieux valu que *Libé* crève lors de sa première crise ! Au moins, il serait mort en beauté. En héros, presque ! Tandis que là, il survit certes, mais dans quel état. Ah, vieillir !

Hervé-Claude LAPIDAIRE

GRÉ

— Le Mo...
peut-on expl...
(Parti socialis...
lections ?
— Le cor...
chute des c...
renaissance...
bourgeoise l...



saie d'instaur...
qui s'articule...
tis politiques...
pas de prog...
rents : La N...
Droite et l'U...
peuple n'aur...
deux partis se...
danger pour...
cela était le...
Colonels). P...
du PASOK) P...
consensus, n...
se préparait...
sa propre for...
dont il aurait...
les Colonels...
de Libération...
patriotique, q...
lition prépar...
litique légal...
de résistance...
permet égale...
ments comba...
en particulier.

A la chute...
se présente...
latives de 19...
flou se disant...
se voulait aut...
ment concili...
l'Etat d'un c...
l'autre côté.

Ces électio...
festivité pou...
nais est tom...
d'apparente l...
13% des voi...
du Centre 20...
ville Démocr...
députés, les...
dont le Parti...
les 6% restan...

Le score o...
comme un re...
apparition aux...
était encore...
liste, assimilé...
peur, enfin, l...
faisait dire q...
accepté par l...
à-dire Karam...
De 1974 à...
un gros trava...
populaires, e...
me en partic...
Papandréou...
une polémique...
voir, claquant...
traitant Karar...
réts de la na...
vailleurs se to...
qui crée ains...
bipolarisation...
trouvant effa...
Tout le disc...
puie sur deux...
— l'attaque...
nationales et...
quelles il prév...
également de...
taires terrien...
accompagné...
attirent à lui...
— parallèle...
farouchement...
frontières, f...
sortie de l'C...

GRÈCE

La situation politique en Grèce

is vieillir !

n'a pas le choix, r par là. On con- l Mais nombreux qui vont la fre- en faire des con- neront-ils sur l'air celui qui n'arrête dernière.

galement seront en tomber sur le prendront la nou- le, vont-ils alors aurait jamais cru possible. Certes, onstaté que des- années Libé avait plus en plus fé- nd même, de là pub et à intro- hie des salaires, de l ». Ceux-là j ours de tout jamais étonnés e sont les imbé- ir de la révolte chons de payants de toutes sortes, à faire confiance marchepieds in- x assoiffés de fosssoyeurs du On a du mal à ils ont le cœur des lunettes noie- nce.

évolue de étonnant. La pub des salaires s'ins- te ligne dans la depuis quasiment en, 73, quand pour la premiè- kiosques, porté et de petits ché- nasses post-soi- ent mal d'espoir, été et clamé sur ue le journal se- de ces luttes. andant le ton a- nger. Libé, d'es- est devenu un e prétexte habi- sme », la voix est progressive- un rythme de ion de l'équipe. de cette logique. ormé à la dure gardisme, il a su

ses situations dif- ndre indispensa- et, son étoile nement de la dé- canard qui avait e tous les sans- olte. Aujourd'hui nalise son vœu de e de Libé un ouge ». Beur ! rd et Dassault a change tout l) avoir dégueuler ans Libé. July de pompes les pourront mettre dollars à la caisse ça pour gagner urs-conomma- des lecteurs qui, us, ressemblent achètent. Le sty- les ! Si ça con- est parti, et son pour que ça fusionnera avec he. Pitoyable ! and on y réflé- us valu que Li- de sa première s, il serait mort héros, presque l il survit certes, ét. Ah, vieil-

de LAPIDAIRE

— Le Monde libertaire : Comment peut-on expliquer la victoire du PASOK (Parti socialiste grec) lors des dernières élections ?

— Le compagnon grec : Après la chute des Colonels, on assiste à la renaissance des partis politiques. La bourgeoisie locale et internationale es-



saie d'instaurer un système politique qui s'articulerait autour de deux partis politiques conservateurs qui n'ont pas de programmes réellement différents : La Nouvelle Démocratie de la Droite et l'Union du Centre. Ainsi, le peuple n'aurait eu le choix qu'entre deux partis semblables, donc choix sans danger pour les possédants (comme cela était le cas avant l'arrivée des Colonels). Papandréou (leader actuel du PASOK) est invité à participer à ce consensus, mais celui-ci refuse, car il se préparait, depuis la dictature, à créer sa propre formation politique, formation dont il aurait le contrôle absolu. Sous les Colonels, il crée ainsi le PAK (Front de libération), mouvement de libération patriotique, qui était plutôt une organisation préparant la création d'un parti politique légal qu'une réelle organisation de résistance à la dictature. Ce qui lui permet également de recruter des éléments combattifs, parmi les intellectuels en particulier.

A la chute des Colonels, le PASOK se présente seul aux élections législatives de 1974, avec un programme flou se disant socialiste. Ce programme se voulait autogestionnaire, mais comment concilier la propriété privée et l'Etat d'un côté avec l'autogestion de l'autre côté.

Ces élections se déroulent en pleine festivité populaire; le régime des Colonels est tombé; on vit dans un climat d'apparente liberté. Le PASOK obtient 13% des voix et 14 députés, l'Union du Centre 20% et 60 députés, la Nouvelle Démocratie 54% des voix et 215 députés, les autres partis politiques, dont le Parti communiste, se partageant les 6% restants.

Le score du PASOK est considéré comme un record, car c'est sa première apparition aux élections; son programme était encore mal élaboré; le mot socialiste, assimilé au communisme, faisait peur; enfin, la psychose du coup d'Etat faisait dire qu'il fallait un homme d'Etat accepté par la police et l'armée, c'est-à-dire Karamanlis.

De 1974 à 1977, le PASOK effectue un gros travail militant dans les milieux populaires, en expliquant son programme en particulier. Pendant ce temps, Papandréou développe avec habileté une polémique avec les ténors du pouvoir, claquant les portes du Parlement, traitant Karamanlis de traître aux intérêts de la nation... Les yeux des travailleurs se tournent donc vers le PASOK qui crée ainsi, dans la pratique, une bipolarisation, l'Union du Centre se trouvant effacé.

Tout le discours de Papandréou s'appuie sur deux éléments :

— l'attaque des grandes entreprises nationales et multinationales pour lesquelles il prévoit la socialisation, attaque également des abus des grands propriétaires terriens et de l'Eglise, tout ceci accompagné de mesures sociales qui attirent à lui les victimes de la crise;

— parallèlement, il tient un discours farouchement nationaliste : défense des frontières, fermeture des bases US, sortie de l'OTAN... discours auquel

sont sensibles les électeurs conservateurs.

Cette bipolarisation de fait entraîne, lors des élections de 1977, l'élimination pure et simple de l'Union du Centre et le renforcement du PASOK qui passe de 13 à 26% des voix, c'est-à-dire 93 députés; la Nouvelle Démocratie n'obtient plus que 42% des suffrages, soit

173 députés. L'Union du Centre se contentera de 15 députés qui se disperseront par la suite. Les deux Partis communistes (l'un euro-communiste, l'autre pro-soviétique : le KKE s'affrontent entre eux et s'éliminent mutuellement. Le KKE, profitant des appuis de Moscou, reste seul avec 9% des voix et 11 députés. En 1981, il n'obtiendra que 11% des voix et 13 députés : c'est la stagnation. Le PASOK, lui, obtient 174 sièges (48% des voix) et la Nouvelle Démocratie 115 (36% des voix). « L'effet Mitterrand », dont a parlé la presse française, est donc pure affabulation, la victoire du PASOK est le fruit d'un travail de longue haleine qui, petit à petit, a fait de ce parti la seule alternative réelle aux yeux des gens.

— Le Monde libertaire : Pourquoi il y avait des ministres communistes en Grèce ?

— Le compagnon grec : Non, le PASOK néglige le KKE. De plus, dans le pays, l'anti-communisme est très présent — ceci depuis la guerre civile de 1944 à 1950 où les communistes ont trahi et désarmé le peuple grec. Enfin, son alignement sur Moscou est inadmissible. Les Grecs ne refusent pas l'OTAN pour entrer dans le Pacte de Varsovie.

— Le Monde libertaire : D'un côté, les forces politiques, de l'autre, celles



sont les forces sociales ?

— Le compagnon grec : En Grèce, il n'y avait qu'un seul syndicat : la Confédération nationale des Travailleurs grecs. Il a été dissous par les Colonels et remplacé par des syndicats fascistes contrôlés par l'Etat. A la chute de la dictature, ces syndicats fascistes sont restés en place, mais sur 3 100 syndicats existants, 2 600 n'existent que sur le papier, vides de travailleurs. Ce sont pourtant ces syndicats qui représentent le monde du travail aux yeux du pouvoir. Les 500 autres ont, pour la plupart, été créés par les patrons, car la loi prévoit l'existence d'un seul syndicat par entreprise. Ils préféreraient donc occuper la place. Sur la base de la loi « démocratique » (n° 330), seul le syndicat peut déclarer une grève, sinon elle est considérée comme clandestine et durement réprimée. Or, le syndicat patronal ne fait jamais grève.

La démocratie rétablie, des lois anti-socialistes vont pourtant être votées : la loi n° 3 239 prévoit qu'en cas de conflit, si l'une des deux parties saisit le tribunal arbitral, l'autre partie doit aussitôt cesser le mouvement. Cette procédure d'arbitrage obligatoire dure deux mois, deux mois pendant lesquels la grève est interdite. Les travailleurs se dispersent donc pendant que la répression, elle, s'organise (licenciements, etc.). Les responsables du syndicat ne peuvent, pour leur part, rien faire; ils doivent suivre la procédure sous peine d'être emprisonnés dans le cadre d'une procédure de flagrant-délit. Donc, même si le tribunal ne satisfait pas les revendications des travailleurs, il est quasiment impossible de redémarrer la grève.

En 1974, une loi anti-terroriste est votée également, loi visant davantage les travailleurs en lutte que des terroristes qui d'ailleurs n'existent pas en Grèce.

— Le Monde libertaire : Les militants du PASOK et du KKE militent-ils à l'intérieur de ce syndicat ?

— Le compagnon grec : Le KKE n'avait pas les forces militantes pour créer un nouveau syndicat. Quant au PASOK, sachant qu'il prendrait prochainement le pouvoir, il a préféré avoir tout le monde dans le même panier, des militants communistes aux militants d'extrême-droite, cette situation étant bien plus facilement contrôlable. D'où le slogan du PASOK : « Un seul syndicat dans chaque entreprise, dans chaque région, un seul syndicat dans le pays », ce qui est une reprise d'un slogan de la droite libérale. La droite s'est satisfaite de cette situation et tout le monde est tombé d'accord sur cette règle du jeu.

De 1974 à 1977, le combat social mené par les ouvriers et paysans fut très dur, les ouvriers s'organisant en comité de grève. Mais ce mouvement fut liquidé par la force physique, des lois législatives anti-sociales (voir les lois énoncées plus haut), mais aussi par l'action des partis de gauche.

Le KKE et le PASOK sont devenus de véritables machines à défendre les travailleurs devant la tribune parlementaire. Ainsi, le Parlement grec a pris une importance considérable, importance qu'il n'avait jamais eue jusqu'ici. Mais le combat se déplaçait sur le terrain parlementaire, puis l'action directe des travailleurs disparaissait; les partis de gauche ont donc joué le jeu de la bourgeoisie ! Ainsi, de 1977 à 1981, les luttes ont quasiment cessé, tout le monde attendait les élections.

— Le Monde libertaire : Avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, une nouvelle intervention des forces armées est-elle à craindre ?

— Le compagnon grec : Il n'y a pas que l'armée, il y a aussi les services

de sécurité, minutieusement recrutés par la droite et anti-communistes par définition. On dénombre 350 000 soldats; 250 000 membres des services de sécurité; 250 000 fonctionnaires; 50 000 prêtres, évêques, etc., soit près d'un million de personnes appartenant à l'appareil d'Etat, sur une population de 9 millions d'habitants !

Mais le PASOK a de nombreux appuis dans l'armée grâce à son discours nationaliste. De plus, Karamanlis, le ténor de la droite à l'extrême-droite, reste président et conserve entre ses mains la quasi-totalité du pouvoir, le reste, il le partage avec Papandréou dans le meilleur des mondes. Eux deux, qui se traitaient mutuellement de traîtres et de démagogues il y a peu de temps, ont aujourd'hui accepté la même règle du jeu. Et Karamanlis est le plus sûr garant de la démocratie.

Relations Internationales

NOUVELLE-CALÉDONIE

Une colonie oubliée

LES incidents du samedi 7 novembre qui ont été désavoués par le PALIKA (Parti de Libération Kanak) peuvent être interprétés comme une manifestation concrète de l'Etat de tension qui règne depuis longtemps en Nouvelle-Calédonie. Le bilan est maintenant connu : 14 condamnations de 2 à 6 mois de prison ferme et une condamnation avec sursis. Encore une fois, le gouvernement Mitterrand peut remercier l'ancien Gardes des Sceaux (Peyrefitte), car c'est en vertu de la loi anti-casseur (dont l'abrogation promise tarde à venir) que la répression a pu être exercée.

Quant aux solutions apportées par le Conseil des ministres restreint du 10 novembre, elles ne risquent pas de changer la situation en Nouvelle-Calédonie, étant donné l'intérêt économique et stratégique de cette dernière.

Roland (groupe Kropotkine)

Plusieurs centaines de jeunes Kanaks se sont attaqués, le 7 novembre dernier, à des magasins et des automobiles en stationnement à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie. Une centaine d'entre eux y furent interpellés. A l'initiative d'Européens, dont le député RPR, 20 000 personnes ont défilé le 11 Novembre à Nouméa. Ces événements surviennent alors que la situation est extrêmement tendue depuis l'assassinat, le 19 septembre dernier, de Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne, principal parti indépendantiste de la Nouvelle-Calédonie. En effet, la population kanake a réagi dès cet attentat politique par des manifestations, des grèves, des barrages de routes, des occupations de terres appartenant à des colons. La répression s'ensuivit avec l'intervention de gendarmes métropolitains et neuf condamnations prononcées contre des manifestants indépendantistes.

La Nouvelle-Calédonie, île du Pacifique, à 20 000 kilomètres de Paris et 1 500 kilomètres au nord-est de l'Australie, est une vieille colonie comme toutes celles dénommées officiellement DOM-TOM (département d'outre-mer, territoire d'outre-mer). La Nouvelle-Calédonie, 140 000 habitants pour 19 000 kilomètres carrés, comprend 60 000 Kanaks (43% de la population), 50 000 Européens (36%), 18 000 Wallisiens et Tahitiens (13%), 12 000 Vietnamiens, Indonésiens et autres ethnies diverses (8%). La population européenne est regroupée sur la côte ouest, en particulier à Nouméa.

Au moment de sa découverte par Cook en 1774, la Calédonie était peuplée de Mélanésiens que les envahisseurs surnommèrent ensuite Kanaks. La Nouvelle-Calédonie fut rattachée le 24 septembre 1853 à la France. Les Kanaks, parqués dans des réserves, se sont révoltés deux fois, en 1878 et 1917. Lors de la révolte de 1878, où 1 200 Mélanésiens furent assassinés, les communistes déportés à l'île des Pins, à l'exception de Louise Michel, prêtèrent main forte aux Blancs. Cette répression féroce, le génocide (10 000 Kanaks en 1853, 42 500 en 1887 et 27 000 en 1921), la spoliation foncière par les Caldoches (surnom des Européens) ne sont pas sans rappeler l'histoire d'anciennes colonies françaises telles que l'Algérie.

L'économie calédonienne repose essentiellement sur le nickel exporté principalement en France et au Japon. La Nouvelle-Calédonie est le troisième producteur mondial de nickel, derrière le Canada et l'Union soviétique. La société Le Nickel (SLN) dans laquelle les capitaux français sont majoritaires, assure 70% de la production calédonienne de nickel brut et possède la fonderie de Doniambo.

Moins de 2 500 propriétaires européens disposent de plus de 340 000 hectares; plus de 24 000 Kanaks vivent sur 163 000 hectares de réserves. En fait, une vingtaine de familles Caldoches détiennent 90% des richesses de Nouvelle-Calédonie.

Cette ségrégation ethnique et économique entraîne des clivages politiques de plus en plus marqués depuis une vingtaine d'années. L'Union calédonienne, qui luttait au départ pour obtenir une réduction des inégalités, rejointe par certains Européens tels que Pierre Declercq, s'est ensuite radicalisée en se rangeant du côté des indépendantistes (déclaration d'indépendance kanake en 1975).

En 1978, devant les risques d'affrontements, Giscard lance en faveur de la communauté kanake un programme de réforme foncière. Le Front indépendantiste, regroupant six partis indépendantistes, est créé en 1979 pour les élections à l'Assemblée territoriale. Il obtient 35% des suffrages exprimés. Après la victoire de Mitterrand, des divergences se sont produites au sein du Front indépendantiste : certains se sont rapprochés de Mitterrand, d'autres ont préféré prendre une position plus radicale. L'assassinat de Pierre Declercq, les hésitations du gouvernement socialiste ont entraîné une situation politique explosive. La position des deux grandes communautés paraît inconciliable : indépendance kanake socialiste, pour les uns, appartenance à la France dans le cadre d'une autonomie multiraciale, pour les autres.

Le rôle des anarchistes n'est pas de prendre position pour un Etat kanak indépendant, de soutenir des partis indépendantistes qui tous, par leurs buts et structures, tendent à la suprématie totale avouée ou occulte, donc au gouvernement des hommes au détriment de leur liberté. Mais ils demeurent fidèles à eux-mêmes en dénonçant le colonialisme, le racisme et la répression. Tous les nationalismes sont haïssables et la population calédonienne doit enjambrer la phase nationaliste qui sert d'alibi aux gouvernements pour retarder, voir ajourner la seule libération valable pour les travailleurs : la libération économique.

Jean-Yves (sympathisant du groupe Kropotkine)



informations internationales



ARGENTINE

Que se passe-t-il dans la construction ?

AVEC la suppression systématique de toutes les conquêtes ouvrières dans le secteur de la construction, organisation qui pourtant résistait réellement à l'exploitation des travailleurs, les chambres patronales de la Construction et l'appareil d'exploitation capitaliste nous ont devancés, nous conditionnant de telle manière qu'aujourd'hui il nous est difficile de faire face à nouveaux aux problèmes quotidiens, avec la destruction des corps de métier et des Bourses du Travail au profit des appareils bureaucratiques tels l'UOCRA et l'UGAST.

Cette situation nous a menés à celle d'aujourd'hui, où l'on ne sait plus qui est qui, qui a un statut ou qui n'en a pas; on nous met tous dans le même sac, nous asservissant chaque jour un peu plus. En cas de rébellion, les grandes entreprises, qui travaillent « au noir », ont la loi dite « statut de la construction » et le carnet « fond du chômage » pour elles grâce auxquels les patrons se permettent le luxe de nous renvoyer quand bon leur semble.

Le rôle du « statut » est de nous mettre en marge des autres travailleurs, en nous traitant comme des producteurs « spéciaux ». Pour eux, nous sommes les « noirs du labourage » et le traitement que l'on nous inflige ressemble chaque fois plus à celui du peuple noir du temps de l'esclavage et de celui des « capangas » sur les chantiers.

Comme nous n'avons pas voulu donner satisfaction à ces rapaces exploités et que nous n'avons pas suivi les belles phrases des secrétaires généraux, avec leur grève comme force d'action, aujourd'hui ils nous tiennent et tout est à recommencer.

Le chômage : une réalité

A tous les travailleurs : Le chômage est une réalité à laquelle, nous les travailleurs, nous devons faire face; l'arrêt de travail pendant un temps inacceptable pour notre porte-monnaie, les fermes d'usines nous mènent à la dure situation du cheminement vers l'agence pour l'emploi.

Nous savons tous que la nécessité a le dur goût des privations et que pour beaucoup de compagnons, cela signifie sauter des repas. Ainsi, beaucoup d'entre nous, qui ont réussi à obtenir un métier à coup de sacrifices, doivent l'abandonner et se vendre pour une quelconque tâche afin d'amener quelques pesos dans leur foyer. Les patrons profitent de cette situation pour nous donner des salaires de misère, faisant baisser encore plus notre salaire qui n'est déjà pas bien haut.

Ceux qui vivent d'un salaire sont sujets aux balancements de la situation économique. Quand les entreprises font de gros bénéfices, on nous donne un salaire minime. Quand le profit n'est pas satisfaisant, on nous paye misérablement ou bien c'est le renvoi sans scrupule. Comme si nous étions des machines, on nous utilise et on nous jette;

nous sommes comme des objets dépendants des patrons.

Peu importe aux travailleurs si les patrons sont argentins ou étrangers, si ce sont des entreprises privées ou dépendantes de l'Etat. Tous nous exploitent. Tous se battent comme des vautours pour avoir le plus gros profit et ils trouveront toujours un moyen pour vivre sans travailler. Nous, les travailleurs, nous restons dans la misère la plus terrible et sans travail pour subvenir à nos besoins.

Avec notre travail nous produisons toutes les richesses, alors pourquoi les patrons et l'Etat peuvent-ils nous manipuler comme si nous étions des objets ? La

néralement a une famille à charge, gagne moins ou autant qu'un retraité ? Hormis cela, une autre préoccupation est venue s'ajouter à celles des ouvriers du verre, la même que celle qui touche tous les travailleurs : le retard dans les salaires, les suspensions de travail. Par exemple, dans l'entreprise La Esperanza, le retard des payes est de huit quinzaines. Comment peut-on continuer ainsi ?

De plus, la bureaucratie accepte ces plans de suspension. Pour finir, le patronat tente d'éliminer l'horaire des activités insalubres du métier (six heures) pour le remplacer par l'horaire de toutes les corporations, c'est-



réponse est claire : parce que nous ne sommes pas organisés ! Cela fait longtemps que les organisations syndicales ont été pourries par les bureaucrates professionnels qui ne sont plus des travailleurs et ne représentent plus nos intérêts. Si à chaque mesure patronale, si à chaque salaire misérable nous répondions par la grève, la situation serait tout autre. Si au lieu de tant de conversations et de négociations nous agissions comme il se doit, nous n'en serions pas où nous en sommes.

Le choix est clair : ou nous continuons à nous laisser manipuler par tous et nous nous condamnons à la misère, ou bien nous nous organisons réellement pour défendre le peu qu'il nous reste et récupérer tout ce dont on nous a démunis.

Un métier en difficulté : les ouvriers du verre

La situation des ouvriers du verre est insoutenable. Les salaires du métier sont arrivés à un tel point qu'ils les obligent à mener une vie pleine de sacrifices. Un ouvrier, avec trente ans d'ancienneté dans la même entreprise, gagne 830 000 pesos. Et cela, quand il arrive à obtenir toutes les primes. C'est ainsi qu'il est courant de constater qu'un ouvrier retraité a un salaire plus élevé qu'un travailleur en activité dans la même corporation. Même si cela est inacceptable, on a vu le cas d'ouvriers ayant de l'ancienneté prendre leur retraite pour pouvoir gagner quelques pesos en plus. Comment comprendre qu'une personne qui est en pleine activité et qui, gé-

à-dire huit heures. Les syndicalistes attendent que les patrons ne prennent pas cette mesure au lieu d'agir comme il se devrait. Il est certain que si le patronat et l'Etat décident de reconquérir les huit heures, les syndicalistes répondront par des sollicitations, comme ils le firent dans d'autres cas, par exemple pour le métro de Buenos-Aires.

Vu la situation catastrophique, la FORA appelle tous les travailleurs de la corporation à s'organiser sérieusement.

Face aux attaques du patronat et à l'immobilisme des syndicalistes : organisons-nous sur les lieux de travail.

Traduit du « Boletín de información Gremial »

mexique

Un nouveau journal vient de paraître : *El Compta*.

Nous avons reçu le numéro 1 de *El Compta*, journal bimestriel du Mexique. Ce numéro, très bien réalisé techniquement, contient un article sur nos compagnons irlandais de *Outta Control*, une importante documentation sur la Bulgarie, une situation du mouvement libertaire français, un compte-rendu de la situation en Uruguay et d'autres très bons articles.

El Compta, apartado postal 12-818, Mexico 12-D. Mexique.

ESPAGNE

Germinal Esgleas (1903-1981)

MILITANT espagnol très connu, né le 5 octobre 1903 à Malgrat, province de Barcelone, décédé à Toulouse le 21 octobre 1981. Quelques centaines de camarades et proches amis de différentes nationalités et de plusieurs villes de France, de Catalogne, de Castille, et même d'Australie lui rendirent un dernier hommage à l'enterrement qui eut lieu dans la capitale de la Haute-Garonne, le 23 octobre. Quelques jeunes, venus d'Espagne, portèrent le cercueil de la maison au cimetière.

Avec Germinal Esgleas disparaît l'un des plus prestigieux militants de l'anarchisme espagnol et mondial des dernières décennies de notre siècle. C'était l'un des cerveaux, des cœurs, des âmes du mouvement libertaire, et particulièrement de la CNT.

Sa vie commence par un terrible traumatisme qui marqua toute son existence. Ses parents, demeurant au Maroc, furent victimes d'une attaque armée au cours de laquelle son père et son frère furent assassinés, sa mère et lui-même — âgé de six ans — gravement blessés (il reçut trois coups de poignard dont l'un dans les reins et il s'en ressentit toujours).

Rentré en Espagne avec sa mère, dont il s'occupa toute sa vie (elle aussi réfugiée et décédée à Toulouse à plus de 90 ans), il fit ses études primaires jusqu'à 12 ou 13 ans, puis travailla, d'abord comme ouvrier-mécanicien et ensuite comme tisserand.

Autodidacte comme la plupart des militants libertaires — même ceux qui se sont manifestés comme de grands intellectuels, il a beaucoup lu et étudié, devenant ainsi très cultivé, ce qui lui a permis, plus tard, d'occuper le poste d'enseignant à l'école rationaliste du syndicat du verre à Matario.

Il adhéra très jeune aux idées et au mouvement libertaire et anarcho-syndicaliste et endura des persécutions et emprisonnements à partir de l'âge de 17 ans. Sous Primo de Rivera, il fut arrêté plusieurs fois et, en 1926, à la suite d'un plénum découvert par la police, il fut emprisonné avec son beau-père — Frédéric Urales — père de Frédéric Montsény. Pendant cette époque, lié à la famille Urales, il fut un collaborateur assidu à la célèbre *Revista Blanca* où il écrivit ses plus remarquables articles.

En tant que journaliste et publiciste, il est auteur de beaucoup d'articles et de brochures. Ses écrits ne portaient presque jamais un caractère transitoire, mais exprimaient de façon synthétique des idées profondes et impérissables. Ils ne perdent pas, même aujourd'hui, leur actualité.

Le même caractère distinguait ses discours ainsi que ses interventions improvisées, bien que sans effets oratoires. Mais son apport intellectuel, sa production doctrinale et pratique se retrouvent surtout dans de nombreux rapports, circulaires et lettres d'organisation, gardant le plus

souvent l'anonymat, car Esgleas ne souffrait pas de la vanité de la plupart des « hommes de plume » et des orateurs. Il demeurerait essentiellement l'homme de l'organisation. Fidèle, constant, inébranlable dans la défense des positions, des principes, des tactiques et de la finalité de l'organisation, il occupa plusieurs fois des postes de grande responsabilité, avant, pendant et après la révolution : président du conseil municipal de Palella, membre du Comité politique à Barcelone, membre de la Commission d'achat d'armes, vice-secrétaire de la CNT, et secrétaire après la mort de Mariano Vasquez etc.

Comme homme de l'organisation, Esgleas était à sa place surtout pendant les périodes de crise où il fallait résister. C'est pour cette raison qu'il n'était pas aimé par les ennemis de l'organisation libertaire et anarcho-syndicaliste. Et les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur ne lui faisaient pas défaut, tout en ayant l'admiration de tous ceux qui, comme lui, restaient fidèles et intrinsèques face aux détracteurs du mouvement. Mais si ceux-là ne l'aimaient pas (et pour cause), ils le craignaient et souhaitaient sa disparition, malheureusement pour eux, il était toujours présent, même lorsqu'il n'occupait aucun poste de responsabilité, et jusqu'aux derniers moments de sa vie.

Cependant, tout en craignant sa présence, même recouverte par l'anonymat, les ennemis se trompaient car Germinal n'a jamais été seul, il avait avec lui et avec l'invincible anarcho-syndicalisme et anarchisme une puissante phalange de militants aussi constants et fidèles que lui qui restent après sa mort et continuent le combat sans relâche.

Dans l'émigration, il occupa plusieurs fois le poste de secrétaire général de la CNT en exil; pendant l'occupation allemande, il continua, dans la clandestinité, à maintenir les rapports avec les militants. Découvert par la police de Vichy, il fut condamné à trois ans de prison mais, même dans les camps militaires, il travailla pour l'organisation. Après la Libération, il participa à toutes les activités de reconstruction et de réorganisation. Il porta deux fois, et pour de longues années, la responsabilité de secrétaire général de l'AIT.

De caractère calme, doux, d'esprit tolérant et d'attitude équilibrée, mais ferme sur ses positions, il gardait toujours son sang-froid et avait la dernière parole, surprenant par sa résistance tant physique que spirituelle et l'emportait par la profondeur de sa conviction anarchiste, dans toutes les tentatives contre l'organisation dont il restait le garant moral.

Son exemple de droiture, d'élévation morale et de pureté demeurera toujours.

Gr. BALKANSKI



Note de lecture La Sortie de Prison

par J. Lesage de la Haye

La sortie de prison est en fait le chapitre IV d'un précédent livre de Jacques Lesage de la Haye : *La nuit du sexe*. Ce chapitre qui s'intitulait *Docker et psychogogue* avait été censuré par l'éditeur (Laffont), non pas tant par ce qu'il disait, que pour des raisons commerciales qui président au lancement de tout bouquin : caresser le lecteur dans le sens du poil et surtout ne pas le surprendre en ne le prenant pas pour un con !

On n'est jamais mieux servi par soi-même. Jacques Lesage de la Haye s'est donc édifié lui-même, et il a bien fait. Il a bien fait pour plusieurs raisons. La première est le plaisir du lecteur, le simple plaisir de lire une écriture sobre, directe, laire, allant à l'essentiel et maltré le sujet évoqué évitant le larmoiement, la démagogie sensiblerie et le mélodrame.

Une deuxième raison : Jacques Lesage de la Haye évoque une période relativement proche que beaucoup d'entre nous ont vécue et connue. Il nous éclaire sur la naissance et la mort des divers mouvements qui nous ont copyés — ou que nous avons copyés — tels que le CAP, le GIP, le GRIF, *Marge*, les autonomes, etc., et cela du début des années 60 à la fin 79.

Enfin, dernière raison, à travers ce récit, J. Lesage de la Haye nous parle de sa trajectoire anarchiste, avec son refus de l'enfermement : moteur, semble-t-il, lui le fait vivre et agir. Refus de l'enfermement moral auquel conduisit la prison; refus de l'enfermement carcéral; refus de l'enfermement dans le monde marginalisé des ressortissants de prison; refus de l'enfermement psychiatrique et refus de l'enfermement social dû à la structuration de plus en plus étreinte des rôles sociaux.

Cette révolte que, pudiquement, il cache, qu'il ne décrit pas en tant que telle mais qui transparaît à travers le récit de cette période de sa vie, le conduit à la conscience du politique et à la prise de conscience « anarchiste » du fait social. Son action, les actes qu'il décrit ensuite

pourraient appeler pour nous quelques réserves. Ces réserves ne portent pas tant sur le contenu de ces pratiques, que sur le fait que nous refusons d'être de simples révoltés et que nous revendiquons d'être des militants. C'est-à-dire que nous voulons penser notre démarche d'une manière globale. Si nous savons que la révolte des déclassés et des autres sera le moteur énergétique à partir duquel se fera la révolution sociale, nous savons aussi que cette révolte ne suffira pas en elle-même. Et surtout, des révoltes partielles, ne concernant que des catégories sociales restreintes (prisonniers, psychiatrisés, opprimés sexuels...) sont vouées à l'échec ou à la récupération politicienne (voir le PSU, le PS et divers gauchistes).

Pour nous, pour que ces révoltes puissent déboucher sur un bouleversement des structures et des comportements sociaux, il importe de mettre en place dès aujourd'hui le moyen de l'action des anarchistes dans la société globale : une organisation anarchiste spécifique puissante, aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif. Il s'agit d'une tâche contraignante et austère mais qui seule permettra à la révolte de devenir une force de changement social et d'éviter les pièges et les errements qui font dire à certains psycho-sociologues réactionnaires qu'il ne s'agit que de « régression » dans la sphère du phantasmagorique et du psycho-affectif.

Cela dit, nous partageons toute révolte et nous souscrivons sans réserve à la conclusion de J. Lesage de la Haye : *Ce n'est pas en m'enfermant, de quelque façon que ce soit, que l'on me fera taire. Je n'ai pas de haine contre mes ennemis. Je n'ai qu'un discours, qui est aussi ma pratique, celui du désir et de la liberté. Et si je dénonce la prison, la torture et la condamnation à mort, c'est parce que je ne crois pas à la vie sans liberté. L'anarchie, pour moi, ce n'est pas seulement la révolution. C'est aussi une forme de sagesse et un art de vivre.*

Jocelyne FONLUPT

Livre en vente à Publico : 15 F

SÉLECTION



RADIO

— **France-Culture** : le 19 nov. à 20 h : *Le rétable des merveilles*, de Miguel de Cervantes. Une contre-force faussement naïve pour grandes personnes, suivie de *Numance*, toujours de Cervantes. Le 21 nov. à 20 h : *Absalon*, de Calderon de la Barca. Le 22 nov. à 14 h 05 : *Junon et le paon*, de Sean O'Casey. La vie quotidienne en Irlande. Du 23 au 27 nov. à 18 h 30 : *D'autres voix*, de Driss Chraïbi. Petites dramatiques maghrébines. Le 24 nov. à 20 h : *Milieux d'affaires et politique*, avec Jean-Noël Jeanneney et Jacques Ferry. La politique et l'argent. Va-t-on tout savoir ?



TÉLÉVISION

— **TF1** : le 19 nov. à 20 h 30 : *Nous le mari-erons*, de Jacques Fansten. Une foire aux célibataires douce et amère. Le 20 nov. à 21 h 30 : *Catherine*. Théâtre récit d'après le roman d'Aragon : *Les cloches de Bâle*. Quand un stalinien inconditionnel parle des anarchistes... Le 21 nov. à 21 h 30 : Dernière épisode de *Jacquou le croquant*. Le 22 nov. à 20 h 30 : *Le roi de cœur*, de Philippe de Broca et Daniel Boulanger. Le rêve et la réalité. Le 23 nov. à 20 h 30 : *L'avenir du futur* : *L'âge de cristal*, de Michael Anderson. L'humanité en 2 274. Diffusé sur l'A2 en feuilleton. Le 25 nov. à 20 h 30 : suite de *Mémoires de la mine* (1920-1939). Quand le racisme anti-immigrés était dirigé contre les Polonais en France.

— **A2** : le 19 nov. à 20 h 35 : *Un papillon sur l'épaule*, de Jacques Deray. Une parabole sur la folie. Le 20 nov. à 17 h 20 : *La presse domestiquée* (1939-1944).

Le 20 nov. à 20 h 35 : *Guerre en pays neutre* : début d'un feuilleton en six épisodes sur les services secrets soviétiques en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, à partir de faits authentiques. Avec, en prime, le mystère du *Cas Roessler*.

Le 20 nov. à 20 h 05 : *Hamlet*. La version célèbre avec Laurence Olivier. Pour ceux qui ne l'avaient pas encore vue. Le 21 nov. à 22 h 05 : *Cosmos*, suite de voyages dans l'espace et le temps. Le 22 nov. à 22 h 15 : *Chilam Balam* : les prophéties du sage Maya. En 1981, la tradition des prêtres du soleil est encore perpétuée.

Le 24 nov. à 16 h 35 : *Les indiens Tmos*. Mille cinq cents hommes « différenciés » entre le Brésil et le Surinam. Le 24 nov. à 20 h 40 : *Le garçon qui buvait trop*, de Jerrold Freedman. L'alcoolisme enfin abordé à la télévision sous la forme de fléau social.

Le 25 nov. à 18 h : *Spéologie, aventure moderne*. Un des meilleurs films sur ce sport.

Le 25 nov. à 21 h 55 : *On ne va pas se quitter comme ça*. La vie d'un bal parisien vue par le réalisateur de *La Cécilia* et *L'ombre rouge*, Jean-Louis Comolli.

— **FR3** : le 22 nov. à 21 h 40 : *L'invité de FR3* : Jules Renard. Texte extrait du célèbre *Journal*.

Le 25 nov. à 20 h 30 : *Le fantôme de Cat Dancing*. Un thème classique du cinéma américain : la violence et l'amour.

LIVRES EN VENTE À PUBLICO

- Le Guide de l'union libre, de Ganancia et Cadant* 21 F
- La Justice racontée aux enfants, D. Langois* 25 F
- Ces voix qui nous gouvernent, Philippe Aubert* 36 F
- Histoire de la radio en France, R. Duval* 90 F
- Féminisme et syndicalisme en France, Zylberberg* 70 F



Radio-Libertaire

Outil révolutionnaire au service des travailleurs

QUAND les militants de la Fédération anarchiste, réunis en congrès, ont décidé la création d'une radio libre fédérale émettant dans la région parisienne (tout en préparant la mise en place d'autres émetteurs sur l'ensemble du territoire français), ils ne l'ont pas fait pour le plaisir de « radioter », mais dans le but de donner une impulsion nouvelle aux œuvres collectives de leur organisation. Mais impulsion nouvelle, pour quoi faire ?

Propager la pensée anarchiste auprès du plus grand nombre possible de personnes; faire connaître les activités du mouvement libertaire français et international; apporter le soutien du mouvement anarchiste aux luttes menées contre les pouvoirs (Etat, Eglise, patronat, etc.).

Depuis plus de deux mois, l'équipe d'animation de Radio-Libertaire-Paris tente de remplir ce triple objectif. En particulier, pour le troisième point, nous avons quotidiennement tenus informés nos auditeurs de la lutte menée par les travailleurs sans papiers et nous leur avons demandé d'apporter leur solidarité active dans les entreprises occupées (présence, soutien financier, vêtements, couvertures, etc.). Cet appel a été entendu. Deux entreprises sont encore occupées, et nous vous demandons d'aller sur place manifester votre entraide. Les adresses : 3, rue de Madagascar, Paris 12^e; 2, boulevard de la Bastille, Paris 4^e. Une autre entreprise est en grève : l'entreprise Persini, 18, rue Montcalm, Paris 18^e. Grâce au caractère quotidien des émissions de Radio-Libertaire-Paris, vous avez pu être instantanément informés de l'évolution de ces luttes (occupations de locaux, interventions des forces de l'ordre, jugement des tribunaux, signature des contrats, etc.).

Ce qui a été fait (et continuera de l'être) dans le cas des travailleurs sans papiers en lutte, peut l'être pour toute action nécessitant l'appui d'une solidarité active. Pour cela, il suffit de téléphoner au 262.90.51 de 18 à 22 heures, du lundi au samedi; d'écrire ou de téléphoner au 145, rue Amelot, Paris 11^e (tél. : 805.34.08) du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 heures.

Pour que Radio-Libertaire-Paris amplifie son rôle d'outil au service de ceux qui luttent contre les injustices, les privilèges et les préjugés, et qui, par leur activité font avancer notre projet de société libre et fraternelle.

Pour l'équipe d'animation de Radio-Libertaire-Paris
Yves

- Renseignements complémentaires :
- une nouvelle émission a démarré : tous les dimanches de 15 à 18 heures.
- Fréquence de Radio-Libertaire-Paris : 89,5 MHz en F.M.
- Carte d'auditeur (souscription) : 70 francs, valable un an. Se les procurer à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

PROGRAMME DE RADIO-LIBERTAIRE : LES INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeu 19 novembre : Mimi Lorca et Michel Martignat.
- Vend 20 novembre : André Guégnon et Charly révolutionnaires de notre histoire.
- Dimanche 22 novembre : Francis Lemarque.
- Lundi 23 novembre : André Devriendt : Le mutualisme.
- Mardi 24 novembre : Comoli, réalisateur de *L'Ombre rouge*.
- Mercredi 25 novembre : Jean-Pierre du Vent du Ch'min, participe à une émission à propos de Gaston Couté.
- Jeu 26 novembre : Claude-Marie Vadrot du *Canard enchaîné*.

CHORÉGRAPHIE NEW-YORK BLUES

NEW-YORK Blues est un spectacle chorégraphique qui, outre la danse, s'appuie sur deux temps essentiels. Les mots : poèmes de Léopold Sédar Senghor et Langston Hughes. La musique : jazz new-orleans, blues, rythmes et percussions africaines.

parce que coloré, chaud et bien dansé.

Je vous engage donc à aller, avant le 29 novembre, au Palais des Glaces (près de la République). Ce n'est pas si souvent, à Paris, que l'on peut voir danser des artistes noirs et observer autre chose que des spectacles classiques.

Tout au long du spectacle, entre les parallélépipèdes de carton-pâte figurant les gratte-ciel de New-York, la statue de la liberté est là, observant les étranges

Colette
New York Blues, création en France du Ballet-Théâtre du Continent noir. Spectacle mis en scène par David Parao. Jusqu'au



évolutions de ces quinze danseurs noirs.

De Manhattan à Harlem, la statue veille, descendant parfois de son piédestal pour se mêler aux pas de danse. Mais la pauvre ne sait que la danse classique, symbole d'une Amérique figée dans ses traditions, et ségréguionniste.

Si le message est clair, le spectacle est avant tout divertissant

3 novembre 1981 à 20 h 30 au Palais des Glaces, 37, rue du Faubourg du Temple, Paris 10^e. (Relâche dimanche soir et lundi). Tél. : 607.94.93.

La troupe sera le 1^{er} décembre au Mans; le 2 à Saint-Lô; le 3 à Lorient; le 4 à Brest; le 5 au Havre; le 8 à Angers; le 9 à Chartres; le 10 à Angoulême; le 12 à Reims; le 13 à Mulhouse; le 15 à Dijon; le 16 à Auxerre.

Chronique des plaisirs pas ordinaires !

• CONCERTS :

Jean Guidoni (que nous avons présenté dans les *Monde libertaire* du 4 décembre 80 et du 4 juin 81) présentera son spectacle le 19 novembre à 20 h 30 à la MJC de Chaumont (52), le 25 à la même heure au Théâtre municipal de Valence (26), le 26 à 21 heures à la Salle des Fêtes de Rive de Giers (42) et le 27 à 20 h 30 au Théâtre Tournais à Marseille (13).

• POÉSIE :

L'Atelier théâtral organise une veillée consacrée à Garcia Lorca, le jeudi 19 novembre à 21 heures à Saint-Louis à Orange. L'invitée, Germaine Montero, dira des poèmes aux côtés d'André Morel.

• THÉÂTRE :

La compagnie « Ecoute s'il pleut » reprendra les représentations de la pièce *Elle voit des nains partout* en raison de son succès, à partir du 17 novembre, toujours à la gaîté-Montparnasse et toujours à 20 h 15, jusqu'aux fêtes de fin d'année.

• PEINTURE :

Le groupe « Atelier du soir » présentera les œuvres de Mirallès — peintre et dessinateur — le 21 novembre, de 14 à 19 heures, et le 22 novembre de 10 à 19 heures au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e (métro Buzenval ou Avron). Venez nombreux !

Philippe

IMMIGRATION

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS « SANS PAPIERS » !

COMME nous l'annoncions il y a déjà un mois (voir ML n° 414), le problème le plus urgent qui se pose actuellement à la population immigrée est bien la régularisation de la situation des travailleurs sans papiers.

Les limites imposées par le gouvernement

Suite aux luttes des travailleurs immigrés pour la régularisation de la situation des « sans papiers », le gouvernement avait paru céder, il y a trois mois, pour s'engager dans la voie d'un règlement administratif de la situation de certains d'entre eux. Et pourtant, en prenant cette décision, il ne faisait que reconnaître que cette situation inacceptable n'est pas le fait des travailleurs immigrés, mais relève bien de la responsabilité des gouvernements précédents et des véritables négriers que sont les employeurs clandestins.

Mais les critères que le gouvernement a imposés aux « sans papiers » pour régulariser leur situation sont très limitatifs (être entrés en France avant le 1^{er} janvier 81 et justifier d'un emploi stable et d'un contrat d'un an), loin de résoudre la situation, ces conditions risquent au contraire de renforcer la clandestinité et de favoriser les licenciements arbitraires, le trafic des contrats, etc. Car beaucoup d'immigrés sortent du cadre imposé, en dépit de la modification adoptée le 29 septembre dernier (1) : non seulement les « sans papiers » sont nombreux dans la situation ne peut être régularisée (saisonniers, marchands ambulants, intérimaires, femmes de ménage, etc.), mais encore toutes celles et tous ceux qui sont arrivés après le 1^{er} janvier 81 risquent d'être refoulés et expulsés dès le début de l'année prochaine !

La situation actuelle

Devant les conditions inacceptables

imposées par le gouvernement social-démocrate, il était évident que la situation allait se durcir. Et c'est bien ce qui est en train de se passer, car c'est 300 à 400 000 personnes en France, et surtout en région parisienne, qui se retrouvent dans cette situation !

Depuis un mois, des luttes, organisées par les immigrés en situation irrégulière, éclatent un peu partout (voir ML n° 417 et

quelques jours, par ceux de l'entreprise Persini (18, rue de Montcalm dans le 18^e arrondissement). Mais, alors que les travailleurs de DMS/RSD continuent l'occupation de l'usine, ceux de EHO ont été expulsés (sans mandat ni procès) par les flics et la milice patronale. Ils continuent pourtant leur grève sur le trottoir, devant l'usine, en dépit des provocations continues des milices.

vailleurs clandestins est misérable. Amenés en France par des réseaux clandestins, qui pratiquent un véritable trafic d'esclaves dans des conditions désastreuses (nombreux sont les immigrés qui y ont d'ailleurs trouvé la mort), ils se retrouvent pieds et poings liés à la merci des employeurs clandestins, ils sont les victimes des négriers qui les logent dans des foyers clandestins à des prix exorbitants et dans des conditions effroyables. Ils sont à la merci du moindre contrôle de flics. Oui, actuellement ils sont réduits à la condition de bêtes, logent dans des trous infâmes, d'esclaves contraints d'accepter les pires conditions de travail et les plus bas salaires, sans même pouvoir se défendre. Et malgré l'horreur de cette situation, il est clair aujourd'hui que les hommes du gouvernement, en bonnes crapules réformistes, ne veulent rien faire ! Comme d'habitude, les promesses qu'ils ont faites ne sont pas tenues et les mesures qu'ils prennent ne visent qu'à dupier les travailleurs immigrés. D'ailleurs, il est clair que la précarité même de cette situation intéresse beaucoup trop le patronat pour que les choses changent fondamentalement. En fait, les sociaux-démocrates n'ont cherché qu'à cacher l'iniquité pour faire taire la révolte grandissante, tout en conservant l'intérêt qu'il y a pour les patrons à employer des travailleurs clandestins. Là encore, c'est un bien joli cadeau que le gouvernement socialiste fait au patronat !

patronat et son allié social-démocrate. Elle est d'autant plus nécessaire que l'expulsion des grévistes de la rue de Madagascar a été ordonnée par décision du tribunal. Elle est vitale puisque la MTI (Maison des Travailleurs immigrés, qui avait organisé un meeting de soutien le 31 octobre à la Bourse du Travail du 11^e arrondissement) se propose de négocier avec le gouvernement.

Aujourd'hui, les axes de la lutte sont clairs ! Pour imposer leurs revendications (des contrats de travail pour tous, le refus des licenciements et la régularisation sans condition de tous les « sans papiers »), les immigrés en situation irrégulière doivent se regrouper en comités de lutte gérés par eux-mêmes, comme le font déjà les grévistes de la rue de Madagascar, en refusant aussi bien les négociations-bidons que la mainmise des organisations politiques (en particulier les organisations maoïstes). Il faut, d'autre part, étendre le soutien et la solidarité des travailleurs et des organisations en étant présents physiquement (contre les agressions des flics et des milices patronales) et en popularisant la lutte (c'est ce que la FA s'emploie à faire par le biais de ses militants, du Monde libertaire et de Radio-Libertaire).

Le soutien de tous est nécessaire, car plus le temps passe, et plus la situation va s'exacerber : n'oublions pas que dès janvier 82, les expulsions risquent de reprendre ! Il nous reste peu de temps pour imposer la résolution de ce conflit.

Philippe (gr. Kropotkine)

IL Y A CEUX QUI VEULENT NETTOYER LA FRANCE...



...ET CEUX QUI LA NETTOIENT



les informations transmises par Radio-Libertaire). Après les luttes victorieuses menées dans plusieurs entreprises à Montrouge, Montreuil, Ivry, Richard le noir, etc., les « sans papiers » de la société DMS/RSD (3, rue de Madagascar Paris 12^e arrondissement) ont lancé un mouvement de grève avec occupation des locaux dès le 22 octobre. Ils ont été rejoints, le 3 novembre, par ceux de la société EHO (2, boulevard de la Bastille), et depuis quel-

Malgré la situation extrême à laquelle ils sont poussés, ces travailleurs en ont assez d'être à la merci du patronat, et ce pour des salaires dérisoires (80 à 100 francs par jour pour 8 à 10 h de travail) et ils continuent la lutte pour obtenir des contrats de travail et la régularisation sans condition de leur situation.

Les mensonges de la social-démocratie

La situation que vivent les tra-

La solidarité qui s'impose !

Nombreux sont ceux qui ont apporté leur soutien au rassemblement qui a été organisé le 5 novembre pour imposer les revendications des « sans papiers » actuellement en lutte. Cette solidarité est très importante et doit être étendue pour que cèdent le

(1) Ce texte tend à alourdir les sanctions contre les patrons qui emploient des étrangers en situation irrégulière et dispense les réfugiés de l'obligation de solliciter une carte de travail.

La Sécurité sociale sans le sou !

ET ce fut le cri d'effroi ! Le « trou » habituel s'est transformé en gouffre. Ce n'est certes pas nouveau, et depuis longtemps, nous sommes habitués à voir ressurgir ce serpent de mer. Cette année, le déficit de la Sécurité sociale s'élève à 7 milliards et les paies de décembre ne pourront être versées au personnel que grâce aux avances consenties par la Caisse de dépôts et de consignations, avances dont le taux avoisine les 15%. Les prévisions budgétaires évaluent ce trou aux alentours de 30 milliards, à la fin de 1982.

Les causes du déficit ? Tout le monde n'est pas d'accord sur la question. Tout d'abord, se sentant visé, le syndicat des médecins déclare que cela est dû aux progrès de la médecine et des technologies : la détection des maladies prises en charge à 100% (maladies cardiaques, cancers, etc.) s'est perfectionnée, ce qui entraîne que le nombre des personnes en traitement a considérablement augmenté ; c'est de là et du prix du nouveau matériel type « Scanner » dont tous les services de prévention voudraient bien se doter que vient l'augmentation des dépenses de santé. Pour ce même syndicat, les dépenses relatives aux autres secteurs d'indemnisation n'ont pas varié. Il importe pour ces médecins que les mesures à prendre ne touchent ni à l'indemnisation (on y regarderait à deux fois, avant de se rendre chez le touib...) des assurés sociaux, ni à la part des cotisations que doivent verser les patrons — ce que souvent ils sont aussi !

D'autres voient l'origine du déficit ailleurs : par exemple dans le fait qu'en février dernier, pour des raisons électorales, Barre avait ramené le montant de la cotisation ouvrière de 5,5% à 4,5%. Ce qui fait un manque à gagner d'environ 13 milliards pour 1981. Il faut également y joindre le taux d'augmentation des dépenses de la Sécurité sociale, le passé de 16% à 18% et, dans le même temps, considérer l'augmentation

de la masse des chômeurs qui a produit une baisse du nombre des cotisants.

Comme vous pouvez le voir, il n'y a guère que deux possibilités pour expliquer ce « trou », lesquelles recouvrent les propositions d'action pour le résorber : soit le déficit est dû à trop de dépenses, soit il est dû à trop peu de recettes. Il reste bien sûr la troisième voie qui dirait : les deux en même temps.

Deux tendances vont donc s'affronter : d'une part la CGT-PCF qui préconise une augmentation des prestations servies par la Sécurité sociale, en parallèle avec un déflatement de la part des cotisations patronales. C'est-à-dire augmenter les recettes en faisant payer les patrons, et refuser l'augmentation de la part ouvrière, en augmentant le montant des remboursements, notamment en ce qui concerne les lunettes et les frais dentaires. En dehors du fait que le PCF veut « faire payer les riches », il y a surtout le souci de persévérer dans la politique clairement annoncée par le gouvernement : c'est le chômage qui coûte cher ; la relance économique ne se fera que par la relance de la consommation. L'Humanité du 31 octobre 81 remarquait, en effet, qu'un retour aux 5,5% de cotisation ouvrière était équivalent à une amputation de 14 milliards du pouvoir d'achat des salariés. Mais c'est faire preuve de beaucoup de naïveté que de croire que le patronat accepterait une amputation de son profit : l'augmentation de la masse salariale que représenterait le déflatement de la part patronale serait immédiatement repercutée sur le prix des services ou produits fabriqués, et ces propositions ne feraient qu'accroître l'inflation et donc le chômage... Autrement dit, cela conduirait à une nouvelle diminution des recettes de la Sécurité sociale...

D'autre part, en ce qui concerne la droite classique et musclée, son point de vue est clair : il faut diminuer les dépenses de la Sécurité sociale. C'est-à-dire diminuer les prestations servies

et même, si possible, la part de cotisations patronales. Il ne s'agit de rien d'autre que de diminuer la masse salariale. Autrement dit, le rêve pour ces messieurs de la bourgeoisie serait le retour à l'esclavage pur et simple, qui les dispenserait de verser même des salaires !

Il n'est pas difficile de comprendre que sous cette querelle se cache un autre problème. Il s'agit de savoir quel sera le statut de la Sécurité sociale dans l'avenir. Actuellement, la gestion des caisses de Sécurité sociale est paritaire et comprend des représentants du patronat et des représentants de l'Etat. Pour les communistes, il s'agit d'étatiser la Sécurité sociale et de la faire financer par les entreprises (ils sont suivis par la CFTD qui préconise le prélèvement des recettes de Sécurité sociale sur la valeur ajoutée), tout en excluant les patrons de sa gestion. Pour le PCF, il est clair qu'étatisation signifie autogestion, car il est bien connu que l'Etat n'est que l'organisme à travers lequel « le peuple de France » gère ses intérêts et donc s'autogère !

En ce qui concerne la droite classique, le problème est de maintenir la Sécurité sociale le plus possible sous la botte des patrons, c'est-à-dire de maintenir la représentation patronale, et les « acquis » que sont pour ces messieurs les bourgeois les ordonnances de 67.

Evidemment, pour les socialistes et leur CFTD favorite, le problème est un peu différent, que ce soit sur le financement de la Sécurité sociale ou sur le plan de l'aménagement futur des structures. Coincés entre les deux extrêmes, leur position est délicate et tout en finesse : tout d'abord, et de manière urgente, il faut trouver des sous. Ensuite, il faudra voir à limiter les dépenses. Pour trouver des sous, il faut faire payer des gens. Les entreprises ou les salariés ? Les deux ! Tout simplement. Malgré la molle opposition de la CFTD à l'augmentation de 1%

de la part ouvrière, les mesures annoncées par Nicole Questiaux comprennent cette augmentation. Elles comprennent également un déflatement limité, sensé ne pas trop alourdir la charge des entreprises. En répartissant l'effort financier sur les uns et les autres, on pourrait penser que notre « ministre » de la Solidarité joue le juste milieu et donc gagnant sur les deux tableaux.

Mais comment fera-t-elle pour tenir ses promesses elle qui, pour faire plaisir aux uns et aux autres, fait payer les deux, et qui promet d'améliorer les prestations servies, tout en comprimant ses dépenses ? En effet, il ne faut pas oublier un certain nombre de choses, entre autres que la richesse des entreprises n'est pas celle des patrons, mais celle produite par les ouvriers. Ce seront donc deux fois les mêmes qui paieront : les actionnaires et autres capitalistes ne verront pas leurs revenus écornés d'un seul centime. Et si cela était, ils auraient vite fait de retirer leurs billes pour les placer ailleurs ! Et enfin, mentionnons, pour les revendicateurs d'augmentations de salaires, qu'avec ce nouveau système, les entreprises qui seront favorisées seront celles pratiquant des bas salaires : les salariés situés en-dessous du plafond de la Sécurité sociale ne seront pas ainsi dire pas touchés ; ceci n'incitera pas nos patrons à se à se montrer plus « cools » devant nos légitimes doléances.

Si FO reste très discrète dans tout ce remue-ménage, c'est tout simplement parce que ces mesures n'ont, pour l'instant, pas touché aux structures de la Sécurité sociale : la réforme de la Sécurité sociale qui nous a été annoncée sera discutée lors de la session de printemps du Parlement. Si Bergeron s'est à maintes reprises déclaré un ferme adversaire de l'autogestion, il n'est pas contre pas du tout contre le fait que le président de l'UNCASS appartienne

à son syndicat. Il s'agit de garder le contrôle de ce grand organisme de solidarité qu'est la Sécurité sociale et par là même de conserver son rôle d'arbitre entre les forces en présence, ce qui lui donne un pouvoir dans le jeu social, sans rapport avec sa représentativité réelle. « Solidarité » semble être donc le maître-mot en ce qui concerne la Sécurité sociale. Mais de quelle solidarité s'agit-il ? Si dans l'optique droitière, il ne peut s'agir que de solidarité nationale, toutes classes sociales confondues dans ce concept de nation, dans l'optique de la gauche, cela devient tout de suite plus confus. Pour le PC, solidarité signifie étatisation « dans l'intérêt des travailleurs », bien entendu, (puisque c'est là le sens qu'ils donnent au mot « autogestion »). Pour le PS, il s'agit d'une solidarité toutes classes sociales confondues, mais avec un effort des plus riches pour aider les plus défavorisés. Le tout, sous le contrôle de l'Etat, si possible. Mais il reste une question : et si la droite reprend le pouvoir, les syndicats n'auront plus rien à dire dans l'histoire ?

Pour nous, la solidarité ne peut être qu'une solidarité de classe, contre les employeurs privés et contre l'employeur-Etat. La Sécurité sociale doit devenir une mutuelle d'entraide, directement gérée par les travailleurs, c'est-à-dire autogérée, mais en aucun cas médiatisée par l'Etat. La question que nous posons alors est la suivante : comment la gauche réunie sera de savoir comment les travailleurs imposeront aux patrons les cotisations qui leur seront nécessaires. Nous leur répondrons simplement que dans des entreprises autogérées, il n'y a pas de place pour des patrons.

Décidément, messieurs les socialistes, c'est bien dur de gérer les intérêts économiques du capitalisme, sans déplaire aux travailleurs.

Serge (groupe Sevran-Bondy)